

BRUXELLES DEMAIN



Qui sont les jeunes BRUXELLOIS?



ANALYSE
*Good Move...
Good chaos !*

Page 11



ANALYSE
*Ecologie politique, un
totalitarisme véritable*

Page 14

DEVENIR MEMBRE?

25,00 EUR:
adhésion **de soutien**

12,50 EUR:
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

*Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES*



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

IL FAUT ALLER VOTER

Chers amis du Vlaams Belang, c'est peu de dire que nous sommes à un tournant de notre histoire. Tout est incertain: la paix en Europe, la survie de notre modèle socioéconomique, la survie de notre identité européenne, l'avenir de nos enfants.

Partout en Europe il existe des partis politiques comparables au Vlaams Belang qui, comme lui, se donnent corps et âmes pour inverser le cours des choses. C'est un espoir, c'est même notre seul espoir, mais rien n'est gagné, loin de là. A deux ans des élections de mai 2024 (si la catastrophique Vivaldi tient jusque-là!), nous devons nous préparer à cette bataille électorale cruciale.

Au mois d'octobre le Parlement bruxellois reprendra ses travaux et plus que jamais nous allons poser les questions qui dérangent et qui fâchent, dénoncer les abus et la corruption, interpellier les ministres, débusquer les manquements et les incompétences. Mais nous allons aussi proposer des solutions, imaginer des alternatives, opposer le bon sens aux dangereuses chimères gauchistes, bref, nous allons inlassablement remplir la mission que nos électeurs nous ont confiée.

Nous allons poursuivre nos efforts pour aller toujours plus à la rencontre des Bruxellois: à leurs portes, sur les marchés, dans leurs boîtes aux lettres, au téléphone, sur les réseaux sociaux et lors de nos activités. Nous voulons très exactement savoir ce que pensent et ressentent les Bruxellois, tous les Bruxellois, qu'ils soient francophones ou néerlandophones, cossus ou en situation de précarité, jeunes ou plus âgés, malades ou en bonne santé, de gauche ou de droite. Comment serait-il possible d'établir un programme politique sérieux pour notre ville si ce n'était pas le cas?

Tous ensemble nous avons une tâche d'envergure à réaliser: convaincre les membres de nos familles, nos amis, nos collègues, nos voisins, qu'il faudra aller voter en 2024. Trop de nos concitoyens pensent que tout est foutu, qu'il n'y a plus rien à faire et qu'il est donc inutile de se déplacer un dimanche pour aller voter. Chaque voix va compter, chaque voix peut faire la différence et ne pas voter c'est donner carte blanche à ceux qui chaque jour détruisent un peu plus la ville que nous aimons. Non, tout n'est pas foutu et c'est pour cela qu'au Vlaams Belang nous nous engageons sans compter.

Chères amies et chers amis, à l'aube de cette nouvelle année politique, les énergies sont renouvelées, le moral est en acier inoxydable et notre volonté est inflexible et je me réjouis de vous rencontrer lors d'une de nos activités dans les mois à venir. Merci de tout cœur pour votre sympathie et votre soutien.

Bob De Brabandere
Président du Vlaams Belang Bruxelles



UBER : LES TRIPOTAGES MALODORANTS DE PASCAL SMET

Corruption, tricherie, favoritisme, voilà le triptyque qui illustre parfaitement le socialisme moderne au cours des dernières décennies. Aujourd'hui encore, une fois de plus, il ressort des dossiers d'Uber que des représentants éminents du socialisme bruxellois (flamands dans ce cas-ci), le secrétaire d'Etat bruxellois Pascal Smet et l'actuel chef de cabinet du ministre Frank Vandenbroucke, avaient des contacts très étroits et particulièrement douteux avec les lobbyistes de Uber. Le parti socialiste flamand est peut-être rebaptisé Vooruit, mais les vieilles habitudes magouilleuses n'ont pas changé.

L'enquête du journal économique De Tijd montre qu'au cours de la période 2014-2019, Uber a exercé de fortes pressions sur le cabinet de Pascal Smet, qui était alors le ministre bruxellois responsable de la mobilité. Pascal Smet avait affirmé aux représentants des sociétés de taxi qu'il ouvrirait la voie à un cadre juridique pour Uber. De la fuite de documents confidentiels aux messages WhatsApp pimentés d'allusions sexuelles, cette histoire ressemble à un scénario de film de série B.

Il apparaît aujourd'hui qu'Uber a même reçu les textes de l'accord de coalition, lors des négociations gouvernementales, avant qu'ils ne soient rendus publics. Il y aurait eu au moins neuf réunions entre le cabinet de Pascal Smet et Uber en six mois. Uber a reçu des informations de première main de Pascal Smet lors des négociations sur le Plan Taxi, dans lesquelles Pascal Smet a en retour demandé à Uber de ne pas réagir trop

positivement et de ne pas mentionner son nom dans leur communication lorsque le Plan Taxi, qui était particulièrement favorable à Uber, serait approuvé.

Cette histoire peu reluisante pour la démocratie et la transparence politique montre une fois de plus comment ce gouvernement bruxellois, de gauche, a fonctionné et fonctionne toujours. Les amitiés troubles, les copinages discrets, la politique des coulisses et le pouvoir des lobbyistes de toutes sortes déterminent l'agenda politique de la capitale.

Je poserai donc les questions nécessaires au Parlement bruxellois, et je demanderai qu'il y ait une transparence et une clarté totales sur l'influence et le pouvoir des lobbyistes et sur les relations entre l'actuel et l'ancien cabinet Smet avec ces lobbyistes. Cela s'impose d'autant plus que Pascal Smet, en tant que secrétaire d'État compétent pour l'urbanisme, est sans doute en contact avec encore plus de lobbyistes et de groupes d'intérêts que par le passé.

Le Vlaams Belang exigera qu'une commission d'enquête soit constituée au sein du Parlement bruxellois pour faire la lumière sur cette affaire particulièrement peu reluisante pour la politique bruxelloise et pour la réputation de la région.



Dominiek Lootens-Stael
Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois



HISTOIRE : LA DENT DE LUMUMBA

Le lundi 20 juin, lors d'une cérémonie officielle au Palais d'Egmont à Bruxelles, la Belgique a restitué ce qui reste de la dépouille mortelle de Patrice Lumumba à sa famille. Il s'agit en fait d'une dent. Et chacun a encore en mémoire ces images diffusées dans les journaux télévisés d'un cercueil de taille parfaitement normale, contenant la dent, porté par des membres de la famille ou des proches de la famille de Patrice Lumumba.

Bon, au-delà du recueillement qu'une telle cérémonie impose et du respect que chacun se doit de montrer pour une personne défunte, même il y a plus de soixante ans, pour beaucoup de nos compatriotes, l'image de ce cercueil contenant une dent restera un souvenir plus cocasse que tragique.

Voilà pour la partie protocolaire qui clôt cette affaire dont nous ne référons pas ici l'historique. Par contre, puisque Alexander De Croo et le Roi Philippe Ier avant lui ont estimé nécessaire de présenter des excuses à la République dite «Démocratique» du Congo et à la famille de Patrice Lumumba, en notre nom à tous, il nous est permis de dire clairement et sans tabous ce que nous en pensons.

Et ce que nous en pensons est que nous en avons assez de cette autoflagellation continue. Sur tout, sur rien, parce que nous avons eu une civilisation qui a dominé le monde, parce que nos sciences et nos technologies et nos arts restent des parangons planétaires, parce que nous sommes capables de réaliser des merveilles et des crapuleries sans nom. Parce que nous avons apporté notre civilisation au Congo qui n'avait pas encore inventé la roue et que nous n'avions sans doute pas à profiter de cette façon de ce que nos compatriotes de l'époque considéraient comme leur supériorité, parce que nous avons voulu leur apporter notre religion

comme seule spiritualité et que nous avons de cette façon nié et bafoué les identités des peuples du Congo, parce que nous sommes blancs ou juifs, etcetera...

La vérité est qu'il y a eu des gens d'une générosité sans pareille qui sont allés au Congo avec les meilleures intentions du monde et qu'il y a eu quelques salopards congénitaux qui se sont comportés de façon monstrueuse. Voilà bien la condition humaine. Voilà bien une constante immuable. Cette dualité biblique entre le bien et le mal qui est le propre de tous les peuples du monde y compris des peuples du Congo et même de chaque individu sur terre.

La Belgique a-t-elle demandé des excuses à la République dite «Démocratique» du Congo pour les biens spoliés aux colons, souvent le fruit d'une vie de travail, pour les religieuses violées, pour les crimes atroces commis par les Congolais sur des femmes, des enfants, des vieillards au moment de l'indépendance? Non, et vous savez quelle en est la raison? Par pur néocolonialisme et sa version la plus vicieuse qui est le paternalisme. **Alexander De Croo et sa poupée de ventriloque Philippe Ier de Laeken, considèrent toujours les Congolais comme «de grands enfants» à qui il faut passer tous les caprices, qu'il ne faut jamais contrarier, à qui on ne refuse rien et à qui on n'exige jamais rien.**

Ce sont donc les De Croo, son valet Philippe Ier et compagnie qui par leur lâcheté et leur bêtise font en sorte qu'aujourd'hui encore, pour beaucoup de nos concitoyens, les cicatrices restent ouvertes et que les préjugés à l'égard des Congolais et des Africains en général perdurent. Ils nourrissent bien plus sûrement le racisme ordinaire que qui que ce soit d'autres dans ce pays. (PS)

Samedi
1^{er}
OCTOBRE

VENEZ VISITER LA BASILIQUE DE KOEKELBERG AVEC NOUS !

Nous poursuivons les bonnes habitudes prises l'année passée en organisant une visite guidée gratuite d'un des édifices les plus emblématiques de Bruxelles: la basilique de Koekelberg (la basilique du Sacré-Cœur de son vrai nom).

La basilique est située à cheval sur les communes de Koekelberg et de Ganshoren. Conçue au début du XX^{ème} siècle comme monument national et, après la Première Guerre mondiale, comme centre de pèlerinage au Sacré-Cœur, la basilique est de style «Art déco». Le projet initial date de 1902, mais après bien des péripéties, la basilique terminée ne fut formellement consacrée qu'en 1951. Elle a le statut de sanctuaire national, et est toujours le lieu de grands rassemblements catholiques nationaux.

La basilique en quelques chiffres: Longueur 141 m à l'intérieur, à l'extérieur mesure 164,5 m, largeur 107 m au transept, diamètre de la coupole 33 m, hauteur de la coupole depuis le sol du chœur 93 m, poids de la coupole 43.000 tonnes.

Cet édifice impressionnant et étonnant recèle des trésors artistiques considérables. On peut y voir une magnifique et puissante sculpture en bronze de **Constant Permeke** (1886-1952) «Tête du Christ», trente et une gravures de **Joan Miró** (1893-1983) sur le thème de Saint François d'Assise et, dans le plus pur style du peintre catalan, un tableau d'**Antoni Tàpies** (1923-2012), une œuvre photographique, la seule du musée, de **San Damon**, (1972-), appelée «Quand Jésus devint le Christ» sur le thème de la crucifixion, mais aussi sept lithographies originales d'**Alfred Manessier** (1911-1993) sur le thème de Pâques et du Mont des Oliviers, ainsi que des œuvres de **James Ensor** (1860-1949), entre autres.

Malheureusement il faut également rappeler que la basilique a fait l'objet d'une série d'actes de vandalisme ces derniers mois, dont le bris de 42 fenêtres. Nous avons évoqué ces faits dans le précédent numéro de **Bruxelles Demain** (p.12-13) et nous indiquions que: «Ces actes de vandalisme et de destruction démontrent le niveau de la détestation envers notre société occidentale et notre culture chrétienne de la part de leurs auteurs».

Cette visite est donc l'occasion rêvée de montrer notre attachement à notre civilisation et de découvrir peut-être un trésor architectural et artistique hors du commun. Également au programme, un panorama sur Bruxelles à couper le souffle. Pour conserver nos bonnes traditions, cette visite sera ponctuée par un drink et de quoi grignoter avec toute l'équipe du Vlaams Belang bruxellois. Comme vous le savez désormais, tout se passe évidemment dans nos deux langues.

Toutes les informations pour votre inscription se trouvent en dernière page. Bienvenue à tous!



QUI SONT LES JEUNES BRUXELLOIS ?

Nous sommes nombreux à sourire ou à tempêter lorsque nos médias francophones évoquent «des jeunes Bruxellois» qui mettent la pagaille sur les plages du littoral ou dans les domaines récréatifs. Immédiatement les Bruxellois autochtones comprennent de qui il s'agit en réalité. Mais, soyons de bon compte, les médias néerlandophones ne sont pas en reste, avec cette nuance tout de même qu'ils n'hésitent pas à souligner les origines ethniques de cette jeunesse «bruxelloise» turbulente voire carrément violente. Ajoutons tout de suite à ceci que le monde politique procède de la même façon. En réalité, il n'y a que le Vlaams Belang qui ose appeler un chat un chat et un emmerdeur marocain un emmerdeur marocain, jeune ou moins jeune.

Ce déni prodigieux du binôme politico-médiatique vise à satisfaire les objectifs idéologiques d'une gauche toujours plus arrogante et moralisatrice. Cette gauche pense qu'en dissimulant la réalité, une autre réalité va s'y substituer. Une réalité qui sera en adéquation avec leur idéologie. Nos concitoyens lucides, et il y en a encore beaucoup, sont abasourdi par ce mélange de naïveté et de sottise. Personne de sensé ne peut imaginer un seul instant que les fauteurs de troubles violents sont des jeunes Bruxellois autochtones. Il est donc temps de se demander «Qui sont les jeunes Bruxellois ?».

COMMENÇONS PAR LES CHIFFRES

L'IBSA (Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse) nous donne les éléments nécessaires à

la compréhension de l'évolution démographique générale de la Région Bruxelloises. Ces chiffres concernent l'année 2021.

La Région bruxelloise compte 1.219.970 habitants au 1er janvier 2021. Si on additionne toutes les tranches d'âge entre 0 à 24 ans on arrive à 379.974 personnes, soit 31,14% de la population globale, quasiment un tiers, ce qui est énorme. Ceci montre donc que Bruxelles est une ville très jeune dans la composition de sa population, mais pour avoir une idée précise de la démographie et de la sociologie bruxelloise, il faut affiner ces chiffres et essayer de déterminer qui sont ces jeunes dans une ville devenue extrêmement cosmopolite.

Les communes qui enregistrent le plus de naissances en 2021 sont Bruxelles-ville (12.395), Schaerbeek (9.777), Molenbeek (8.066) et Anderlecht (9.417). Ce sont donc dans les communes avec un très haut taux de présence allochtone et notamment arabo-musulmane que le boom démographique a lieu.

Il est difficile de trouver des données scientifiques sur la répartition des naissances par ethnie, sans doute parce que **certaines vérités ne peuvent pas être révélées par peur d'une réaction de la population autochtone qui pourrait trouver dans ces chiffres la preuve matérielle de la réalité du grand remplacement.** Malgré cela nous avons retrouvé une étude qui date de 2014 qui avait été partiellement publiée par *La Libre*.

«LES MAROCAINS D'ORIGINE DYNAMISENT LA DÉMOGRAPHIE»

A l'occasion des festivités pour le 40ème anniversaire de l'immigration marocaine en Belgique, La Libre publiait le 10 juillet 2014 un article sur son site Internet sous le titre «Les Marocains d'origine dynamisent la démographie». Le ton était donné d'emblée : «Avec une moyenne d'âge de 27 ans, la population d'origine marocaine constitue un atout réel en Belgique. Et ce, à l'heure où le pays doit affronter le défi du vieillissement de sa population». Bien, notons

simplement que ce qui réjouit La Libre ne réjouit pas forcément tous les Bruxelles, loin s'en faut.

A l'occasion donc de cet anniversaire de l'immigration marocaine, l'UCL et le Centre fédéral Migration avaient publié une étude démographique d'envergure sur la population d'origine marocaine en Belgique, étude qui n'a plus eu d'équivalent depuis. Le plus élémentaire bon sens, et une bonne vue, suffisent pour savoir que les chiffres de cette étude n'ont fait qu'évoluer en 8 ans.

SUITE PAGE 8 ▶

QUELS SONT CES CHIFFRES DE 2014 ?



Moyenne d'âge des Marocains d'origine en Belgique

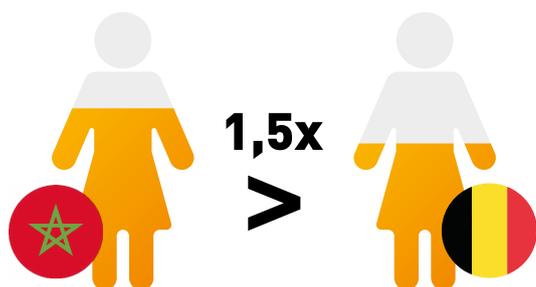
± 27 ans

Proportion de la population d'origine marocaine en Belgique

0-99 ans  **3,9 %**

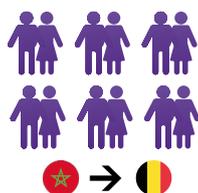
< 15 ans  **6,7 %**

Le taux de fécondité au sein de la population d'origine marocaine est plus important qu'au sein de la population totale, même dans la deuxième génération

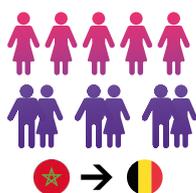


La population marocaine s'est beaucoup féminisée à cause du regroupement familial durant les années 2000. Des épouses qu'on va chercher au pays

1970



2000



La majorité des personnes d'origine marocaine sont nées en Belgique

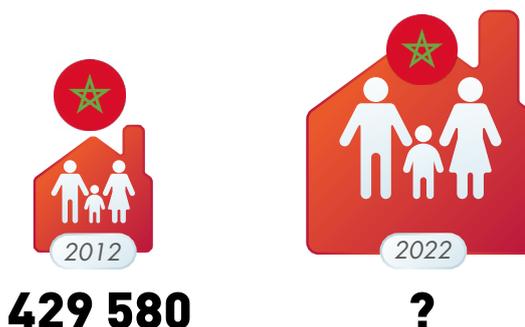


Possédant la nationalité belge

80 %

(seulement 20 % en 1970)

En 2012, près de 430 000 personnes d'origine marocaine vivait en Belgique. On peut s'imaginer que ce chiffre a **explosé** en dix ans, surtout vu la natalité dans certaines communes bruxelloises ...



Répartition de la population d'origine marocaine en Belgique



Ces données ne datent pas d'il y a si longtemps et chacun sait à Bruxelles que la tendance ne s'est pas du tout inversée. Ces chiffres répondent clairement à notre question de départ qui était «Qui sont les jeunes Bruxellois ?». La réponse est claire comme de l'eau de roche: le jeune Bruxellois type est un Marocain ou une Marocaine de moins de 27 ans, disposant de la double nationalité et de confession musulmane.

Peut-on ajouter à cela qu'au vu du comportement de certains d'entre eux, ceux-ci ne portent pas un amour immodéré pour leur pays d'adoption et pour ses habitants de vieille souche ?

QUELLE RÉPONSE DU MONDE POLITIQUE?

Quand les détenteurs du pouvoir à Bruxelles se penchent sur la jeunesse et ses besoins particuliers, cela concerne quasi uniquement les jeunes d'origine allochtone à problèmes et/ou qui causent des problèmes.

On observe que leurs comportements problématiques sont récompensés, en plus d'une impunité de fait, par l'octroi de nombreux et substantiels subsides et à un échec de nombreuses associations qui leur offrent à nos frais des animateurs de rue, des assistants sociaux, des psychologues, des locaux de rencontre, des excursions et des voyages etcetera. Tout cela pour un résultat de l'intégration proche du zéro absolu vu, par exemple, de la composition de la population carcérale et du taux de récidive.

Par contre, les jeunes Bruxellois qui ne posent pas de problèmes sont tout simplement ignorés, considérés comme quantité négligeable parce que n'appartenant pas à la «diversité». C'est le monde à l'envers, et c'est surtout une bêtise totale. Il ne fait aucun doute que c'est cette jeunesse-là qui constituera demain le gros de nos bons contribuables et certainement pas les «jeunes à problèmes» qui eux coûtent énormément à la société et pas seulement sur le plan socioéconomique mais aussi pour leurs victimes. En effet, on l'oublie parfois mais derrière chaque délinquant, il y a des victimes faites de chair et de sang.

ALORS QUE FAIRE

Nous savons qu'il ne peut être question d'apartheid (développement séparé) dans notre société. On ne peut pas imaginer des piscines exclusivement pour allochtones et des piscines exclusivement pour autochtones. Pourtant nous savons que la coexistence est actuellement impossible. L'actualité nous le montre. Alors que faire ? C'est extrêmement simple: faire respecter partout et toujours l'ordre et la loi, appliquer le principe de la tolérance zéro, rapatrier les familles qui refusent de vivre et de se comporter selon les règles que nous avons établies depuis des siècles. Finis les «accommodements raisonnables», finies les «discriminations positives», finies la «tolérance» et la «compréhension». Puisque toutes ces «belles idées» ont lamentablement échoué, il faut appliquer la loi dans toute sa rigueur et rapatrier ceux qui refusent de s'intégrer. Appliquer une telle politique demande un courage considérable dans un monde ultra-moralisateur où la dictature des minorités paralyse littéralement l'action publique, mais c'est cela ou les guerres tribales.

En même temps, il faut encourager celles et ceux, quelles que soient leur origine, qui veulent construire une société harmonieuse et pacifique dans le respect des différences dans un cadre de référence civilisationnel qui est celui de l'Europe occidentale d'essence judéo-chrétienne.



ON VOIT BIEN QU'IL Y DEUX JEUNESSES À BRUXELLES

L'une se développe souvent dans un repli communautariste, refuse peu ou prou d'intégrer nos valeurs occidentales, profite de chaque occasion pour exprimer, souvent dans la violence, son mépris pour notre société et notre pays. Une jeunesse à qui nous avons tout offert sans que cela ne change quoi que ce soit à sa volonté de vivre hors de nos cadres de références. Une jeunesse qui considère que ceux qui veulent s'intégrer, qui veulent vivre en paix et se construire un avenir dans notre société sont des traîtres qu'il convient de châtier.

Et il y a une autre jeunesse, très majoritairement européenne de souche, qui peut se révéler rebelle parfois, parce que c'est le privilège et même le propre de la jeunesse que de remettre en cause l'ordre établi, mais qui ne s'organise pas en bandes prédatrices (à l'exception notable de quelques groupuscules d'ultra-gauche).

Une jeunesse sensible aux questions environnementales, à la qualité de leur vie, à l'ouverture sur les autres et sur le monde. Il y a des jeunes plutôt de gauche et d'autres plutôt de droite et c'est très bien comme cela, ce sont eux qui vont construire le monde demain, qui vont débattre sans jamais se battre. Qui vont avoir les idées révolutionnaires qui changeront notre monde, qui feront en sorte que notre civilisation se perpétue. Cette jeunesse prendra en compte l'évolution démographique de notre vieux continent et devra trouver les équilibres vitaux, non seulement à la survie de notre spécificité européenne, mais de la faire s'épanouir à nouveau, de la faire rayonner sur le monde. C'est cette mission sacrée qui est dévolue à notre jeunesse que nous aimons par-dessus tout. (PS)

Ici à côté nous reproduisons un texte poignant du général Douglas Mac Arthur qu'il dédie à la jeunesse. Ce texte a été écrit au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, au moment où il fallait reconstruire non seulement les villes et les villages, mais aussi les âmes et les esprits. C'est un appel à refuser le cynisme et à garder espoir. C'est avec cette jeunesse-là que nous reconquerrons et que nous reconstruirons notre monde.

ÊTRE JEUNE

La jeunesse n'est pas une
période de la vie,
elle est un état d'esprit,
un effet de la volonté,
une qualité de l'imagination,
une intensité émotive,
une victoire du courage sur la timidité,
du goût de l'aventure
sur l'amour du confort.

On ne devient pas vieux pour avoir
vécu un certain nombre d'années :
on devient vieux parce qu'on a
déserté son idéal.

Les années rident la peau ;
renoncer à son idéal ride l'âme.
Les préoccupations, les doutes,
les craintes et les désespoirs
sont les ennemis qui, lentement,
nous font pencher vers la terre
et devenir poussière avant la mort.

Jeune est celui qui s'étonne et
s'émerveille. Il demande
comme l'enfant insatiable :
Et après ? Il défie les événements
et trouve de la joie au jeu de la vie.

Vous êtes aussi jeune que votre foi.
Aussi vieux que votre doute.
Aussi jeune que votre confiance en
vous-même.
Aussi jeune que votre espoir.
Aussi vieux que votre abattement.

Vous resterez jeune tant que
vous resterez réceptif.
Réceptif à ce qui est beau,
bon et grand.
Réceptif aux messages
de la nature, de l'homme et de l'infini.

Si un jour, votre cœur allait être
mordu par le pessimisme
et rongé par le cynisme,
puisse Dieu avoir pitié de
votre âme de vieillard.

Général Mac Arthur, 1945

LA JUSTICE TRANCHE: LE CENTRE FEDASIL DE MOLENBEEK EST ILLÉGAL

Nous avons déjà évoqué cette question dans le dernier Bruxelles Demain (en page 5). Il y a du neuf. En effet, après les protestations répétées des riverains et la distribution de tracts d'information dans le quartier par le Vlaams Belang, la bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, Cathérine Moureaux (PS) avait agi en initiant une action en justice contre Fedasil pour non-respect d'une série d'obligations urbanistiques. La Justice vient de trancher et celle-ci considère que les conditions que devait remplir Fedasil pour ouvrir un centre d'asile dans l'ancienne maison de repos de l'avenue Sebrecchts ne sont pas remplies. La fermeture immédiate du centre s'impose donc.

Début avril 2022, on apprenait qu'une ancienne maison de retraite de l'avenue François Sebrecchts à Molenbeek servait de centre d'accueil pour demandeurs d'asile depuis plus d'un mois. Cette avenue calme est située dans un quartier résidentiel à la frontière entre Molenbeek-Saint-Jean, Koekelberg et Berchem-Sainte-Agathe. Il avait été rapidement annoncé que ce bâtiment servirait d'abri temporaire pour des réfugiés de guerre ukrainiens. En réalité, Fedasil n'a pas du tout tenu parole et le centre sert, aujourd'hui encore, d'accueil pour toutes sortes de migrants, notamment Somaliens. C'est lorsque la vérité a éclaté que les riverains se sont mobilisés ainsi que le Vlaams Belang et que la commune a réagi à son tour.

C'est sous la pression des habitants du quartier, qui pouvaient bien sûr compter sur notre soutien, que le bourgmestre de Molenbeek, a pris les mesures nécessaires et a fait dresser les constats afin de porter cette affaire devant les tribunaux. C'est ainsi que le tribunal a tranché.

Nous sommes satisfaits de cette décision car un tel centre d'asile dans ce quartier paisible n'est tout simplement pas acceptable et les règles d'urbanisme s'appliquent à tout le monde et donc aussi à Fedasil.

Néanmoins, il faut recadrer cette affaire dans une plus large perspective politique et souligner le rôle ambigu que joue la bourgmestre PS de Molenbeek dans toute cette affaire. N'oublions tout de même pas que Madame Moureaux appartient à un parti qui a toujours prôné la politique d'ouverture des frontières et qui ne veut absolument pas limiter l'afflux de réfugiés économiques qui veulent abuser du droit d'asile qui est bien trop généreux dans ce pays.

Reste à savoir si les permis nécessaires ne seront pas arrachés par Fedasil grâce à quelques artifices administratifs dont l'autorité bruxelloise a le secret. Dominiek Lootens, le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, a interrogé à ce sujet le secrétaire d'Etat à l'Urbanisme, Pascal Smet (One.brussels-Vooruit), qui est compétent pour cette question, mais celui-ci ne veut pas se prononcer. «Je continuerai à suivre l'affaire de près!», promet Dominiek Lootens.

En attendant la fermeture définitive du centre, nous demandons une présence policière constante dans le quartier afin d'assurer la sécurité des riverains et la protection de leurs biens. Et cela est incontestablement de la compétence de l'autorité communale de Molenbeek.

ANALYSE

GOOD MOVE... GOOD CHAOS !

Ce 16 août, en pleine période des vacances d'été, la ville de Bruxelles mettra en place un certain nombre de mesures d'envergure qui s'inscrivent dans le cadre du Plan régional de mobilité «Good Move». Il s'agit d'une approche à grande échelle de la mobilité dans le Pentagone, avec pour objectif de créer un centre-ville sans voitures. Cependant, tous les Bruxellois ne semblent pas être conscients des conséquences d'un changement d'une telle ampleur. Garder le trafic de transit hors du centre, c'est un peu comme balayer la poussière sous le tapis... on ne la voit plus, mais elle est bien là!

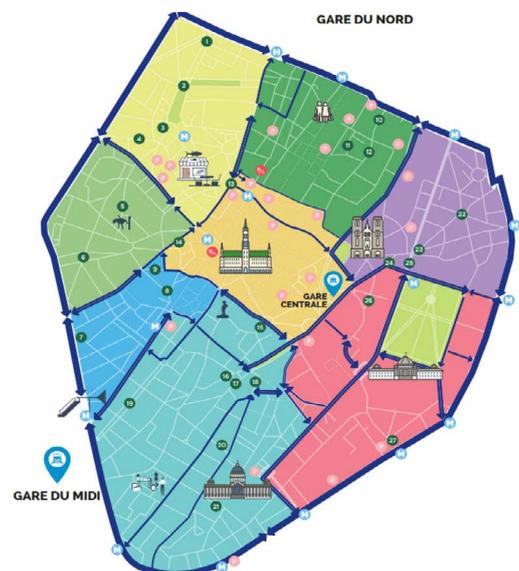
L'idée principale de Good Move est de réduire drastiquement le trafic automobile dans les quartiers en interdisant la circulation de transit. Le moyen le plus important pour cela est la mise en place de plans de circulation qui doivent faire en sorte qu'il est désormais inutile d'entrer dans les quartiers par la mise en place de boucles, de coupes et de rues à sens unique. Il est tout à fait logique que les habitants de ces quartiers accueillent ces plans à bras ouverts: qui aime une circulation incessante, les nuisances sonores ou les gaz d'échappement devant sa fenêtre? Mais les ennuis commencent lorsque ce raisonnement est partagé par tous les habitants de la ville. Alors, la juxtaposition des intérêts locaux, quartier après quartier finit par se développer au détriment de la mobilité générale, et vous obtenez finalement le chaos tel qu'il existe actuellement.

LE CAS «TRÔNE»

Le cas «Trône-Rue de la Loi» illustre cela parfaitement. Début mai de cette année, les travaux de rénovation du tunnel «Trône» ont commencé. Deux des trois bandes du tunnel ont été fermées, avec comme conséquence de longues files et un trafic presque à l'arrêt. Suite à cet infarctus de la circulation, Bruxelles Mobilité a exhorté les usagers à éviter autant que possible la petite ceinture.

Les tunnels bruxellois ont été en grande partie construits dans les années 60 et 70, il est donc tout à fait logique qu'ils soient tous rénovés plus ou moins au même moment. Il faut par conséquent se faire à l'idée que des scénarii comme celui du tunnel Trône se répéteront dans les années à venir. Le problème est qu'en même temps, toutes les issues alternatives sur la petite ceinture seront fermées, comme la coupure dans la rue Royale (entre la rue de la Loi et la rue de Louvain). En d'autres termes, les gens sont priés d'éviter certaines routes principales en raison des travaux de rénovation des tunnels notamment, mais en même temps, avec les plans de circulation, les gens sont bien obligés de les utiliser parce qu'il n'y a pas d'alternatives. On va donc ajouter de la saturation à la saturation. Question de goulots d'étranglement artificiels, il est difficile de faire pire!

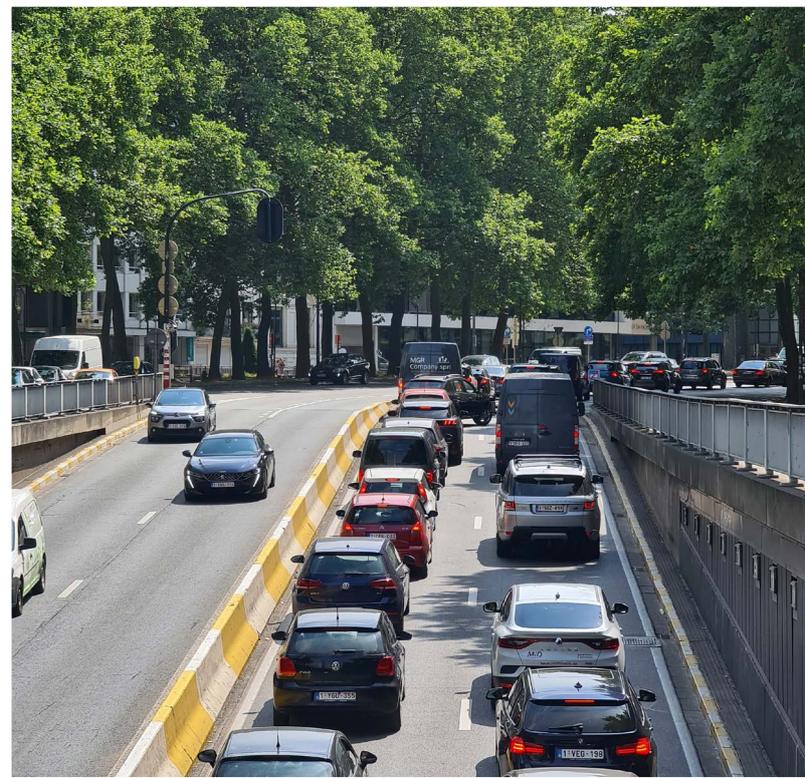
UNE VILLE NE SE CONSTRUIT PAS EN UNE LÉGISLATURE



Extrait du plan Good Move, repoussant le trafic sur la Petite Ceinture, elle-même en travaux et à l'arrêt la plupart du temps.



La rue Royale fermée dans le cadre du plan Good Move oblige les automobilistes à se rabattre sur la Petite Ceinture (tourner à droite au feu), elle-même en travaux au niveau du tunnel Trône. Tout cela provoquant des bouchons de plusieurs kilomètres et entraînant une pollution bien plus importante qu'auparavant.



Le Vlaams Belang opte pour une mobilité urbaine moderne, où différents modes de transport coexistent et se complètent. La politique de mobilité rouge/verte actuelle utilise un modèle qui génère des conflits, un modèle où les gens sont dressés les uns contre les autres. Comme citoyens nous nous sentons impuissants face à des décisions absurdes que personne ne comprend parce qu'elles échappent à la logique la plus élémentaire et au sens commun.

Il convient de coordonner la planification des travaux et de proposer des alternatives viables, et non de les supprimer. C'est aujourd'hui le problème du déploiement du Good Move, et a fortiori de la vision de la mobilité verte en général. Prenons le cas de la zone piétonne du boulevard Anspach, autrefois le cœur battant de Bruxelles avec diverses curiosités, boutiques ou établissements de restauration mythiques. Après des années de travaux, l'offre des commerces s'est considérablement dégradée. Il y règne une atmosphère d'insécurité et d'insalubrité, surtout la nuit.

« Au lieu de tirer les leçons qui s'imposent, les mesures prises dans le cadre du plan régional Good Move vont encore plus loin dans l'absurde en bloquant encore plus la circulation, ce qui menace d'aggraver considérablement la situation, bien entendu. »

Si la ville et les habitudes de mobilité doivent être adaptées aux besoins modernes, cela doit être fait de manière réfléchie. Il est nécessaire de proposer des alternatives et d'accompagner les citoyens dans le changement. L'actuel modus operandi mène à la catastrophe parce que les travaux, les plans de circulation et autres mesures de harcèlement à l'égard des automobilistes sont mis en œuvre sans réelle coordination et sans vision d'ensemble. Après, nos élites rouges-vertes s'étonneront du fait que Bruxelles est devenue inhabitable en raison d'une mobilité étranglée et paralysée et ils dénonceront cette situation kafkaïenne qu'ils ont en réalité créée eux-mêmes.

PAS DE RÉEL CHANGEMENT

Dans la ville de demain, l'automobile sera moins présente et la mobilité sera plus partagée, c'est une certitude. Les pressions démographiques continuent d'augmenter alors que la capacité d'absorption de nos infrastructures

évolue peu. Si l'on veut réduire l'utilisation de la voiture, alors de vrais changements doivent avoir lieu, et ils ne sont pas au rendez-vous. Le gouvernement actuel se contredit constamment. Il y a une réticence au sein de la majorité à achever le métro 3 et son financement est également incertain. Le projet d'automatisation du métro est sur la table depuis quinze ans sans aucune avancée. Pratiquement aucune ligne de tram ou de bus n'a été ajoutée et la vitesse commerciale s'est à peine améliorée. Les fameux parkings périphériques qui devaient être l'une des alternatives pour éviter le trafic des navetteurs n'existent tout simplement pas. L'infrastructure cyclable est constituée de blocs de béton et de pots de peinture. Le Réseau express régional (RER) devait être prêt en 2012, mais il n'est même pas certain qu'il soit un jour achevé. Et ainsi nous pouvons continuer pendant un certain temps à égrener les échecs, les rendez-vous manqués, l'indécision chronique et le manque de vision des gouvernements bruxellois successifs.

QU'EST-CE QUE LA COALITION ROUGE/VERTE A FINALEMENT RÉALISÉ ?

La réponse à cela varie selon le mode de transport considéré, mais on peut la résumer en invoquant un chaos organisé qui cible principalement l'automobiliste. Par exemple, il y a les pistes cyclables corona «temporaires» qui créent des embouteillages artificiels et qui mettent en danger les cyclistes qui les empruntent.

Autre exemple, la fameuse zone à faibles émissions qui isole davantage les familles socialement vulnérables en rendant leur véhicule inutilisable alors qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter un neuf. Il y a les tarifs de stationnement qui augmentent alors que des milliers de places de stationnement sont supprimées chaque année. La réforme des taxis qui rend la vie difficile aux nouvelles plateformes de taxis alors qu'elles devraient contribuer à un meilleur service à la clientèle. Il y a les plans de circulation qui font faire des détours sur des kilomètres et provoquent des circulations à l'arrêt alors qu'ils prétendent vouloir améliorer la qualité de l'air... Et ainsi de suite... Toutes des mesures qui sont prises séparément et qui aboutissent au chaos car il y a un manque total de concertation et de coordination.

Avec la nouvelle phase du plan Good Move, Bruxelles sera encore un peu plus invivable et quiconque a la possibilité de quitter Bruxelles le fera. Les autres n'auront qu'à se mordre les doigts jusqu'en 2024, moment des élections où la facture sera présentée aux démolisseurs qui nous gouvernent!

ÉCOLOGIE POLITIQUE, UN TOTALITARISME VÉRITABLE

Beaucoup de Bruxellois découvrent aujourd'hui avec stupéfaction ce qu'implique l'écologie politique en termes de restriction des libertés. Il a fallu pour cela qu'une majorité se dessine pour former le gouvernement bruxellois en 2019 avec un PS paralysé par ses contradictions internes entre les laïcs et les islamiques, un Défi qui sent le sapin électoral et un binôme Ecolo/Groen qui prend toute la place laissée libre par ses partenaires de coalition.

Résultat : une ville saccagée par l'application dogmatique des obsessions vertes, comme les pistes cyclables en double exemplaires où pratiquement personne ne passe jamais ou l'automobiliste qui est considéré comme l'ennemi public numéro 1 (bien plus que les petites crapules qui rendent la vie impossible à des milliers de gens ou les Africains qui agressent les dames âgées dans les halls d'entrée de leurs immeubles), ou comme encore «Bruxelles zone de basses émissions» qui plonge des milliers de personnes déjà fragilisées socialement, et souvent souffrant de graves problèmes de santé, dans le désespoir. C'est la liberté et surtout le droit de se déplacer comme on le souhaite où on le souhaite qui est retirée de facto à des milliers de Bruxellois. Comme me le dit un de mes voisin âgé: «on n'a plus jamais vu ça depuis l'occupation pendant la guerre!»

CE TOTALITARISME DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE N'EST PAS NOUVEAU

Une des références des débats qui portent sur les liens entre les conséquences écologiques de la croissance économique, la limitation des ressources et l'évolution démographique est un document intitulé «Les limites à la croissance» (The Limits to Growth), connu sous le nom de Rapport Meadows, du nom de ses principaux auteurs, les écologues Donella Meadows et Dennis Meadows. C'est un rapport commandé par le Club de Rome publié en 1972. Il suffit d'en retranscrire ici un bref extrait pour comprendre de quoi il s'agit :

*«La montée de l'autoritarisme est inévitable. Je suis personnellement très content de vivre dans une démocratie. Mais nous devons admettre que les démocraties ne résolvent pas les problèmes existentiels de notre temps, dérèglement climatique, réduction des réserves énergétiques, érosion des sols, écart croissant entre riches et pauvres, etc. **Doit-on réduire les libertés individuelles pour cela? Cette question implique que la société a la capacité d'anticiper et de réaliser des changements proactifs. Je ne vois pas de preuve de cela. Les libertés individuelles sont déjà restreintes et je pense que cette tendance va se poursuivre inévitablement.**»*



LE FONDEMENT DE CETTE PENSÉE AUTORITARISTE

D'abord, cet écologisme politique considère que ceux qui ne pensent pas comme lui sont des gens dangereux pour les autres et pour eux-mêmes. Dans leur logique liberticide, il convient donc d'éduquer les citoyens et de les forcer à comprendre ce qui est « bon » pour eux. L'étape suivante sera peut-être de considérer que les déviants à leurs obsessions doivent être soignés parce qu'ils souffrent d'un « dérèglement du comportement » ou être placés dans des camps de rééducation à la chinoise par exemple. Nous forçons bien sûr le trait, mais c'est bien cette logique là qui est amorcée, logique théorisée en 1972, appliquée à Bruxelles, Lyon ou Bordeaux en 2022.

Au nom d'un projet qui sommes toutes est plus politique qu'écologique, ce siècle marque le retour de la culpabilité de l'Homme, néfaste par essence à son environnement. Il est accusé d'être responsable d'une apocalypse imminente. L'écologie politique se délecte de ce narratif catastrophiste dont elle a elle-même créé le scénario. Elle manipule les peurs sans s'embarrasser des réalités scientifiques ou même des faits. Mieux, si on peut dire, elle désigne toute pensée divergente comme dangereuse et tous les moyens sont bon pour la combattre, y compris la mise entre parenthèse de la démocratie et des libertés fondamentales.

« L'écologie politique utilise des expressions grandiloquentes comme «sauver la planète» et «les futures générations» qui subjuguent les adolescents, pour imposer sa volonté au peuple bon gré mal gré, par l'application de normes toujours plus restrictives et contraignantes, voire liberticides. »



La véritable écologie, c'est-à-dire la protection de l'environnement et l'arrêt du gaspillage des ressources, est une science qui fait appel à la technique, l'industrie, l'économie, ainsi qu'à la recherche, elle ne s'encombre donc pas d'anathèmes, d'inquisitions et de piloris. L'écologie politique, quant à elle, se veut prométhéenne, elle veut créer un monde nouveau, une société nouvelle, un homme nouveau. Chaque fois que dans l'histoire il a été question de faire le bonheur des gens malgré eux, de créer une société nouvelle et un homme nouveau, comme dans la Russie soviétique ou dans l'Allemagne nationale-socialiste, cela s'est très mal terminé pour l'humanité en général. Il faut s'en souvenir, toujours.



Patrick Sessler
Ancien député bruxellois

VISITEZ GRATUITEMENT LA **BASILIQUE** DE KOEKELBERG

Sam. 1^{er} octobre 22 | 11h

Informations et inscription :

www.vlaamsbelangbruxelles.be/koekelberg

02/219 34 67

